

Madame, Monsieur le Maire,

Comme vous le savez, la loi sur la réforme territoriale va bientôt être votée. Cette loi est une catastrophe pour les petites communes comme la vôtre. Elle va en effet augmenter les pouvoirs et les compétences de grandes métropoles régionales et accentuer ainsi la disparition des services publics de proximité dans les zones rurales et les petites villes, pourtant déjà très affectées par les réformes qui se sont succédé. Le phénomène de concentration sera accentué alors qu'il faudrait aménager de manière équilibrée le territoire.

Attaquant une nouvelle fois la commune et le département (sans encore oser les faire disparaître), la loi cherche à renforcer les intercommunalités et les nouvelles grandes régions. Ces échelons sont moins bien connus, moins bien compris des électeurs et c'est donc une façon de s'en prendre à la démocratie locale, en éloignant les centres de décision des administrés. Privés de pouvoir au sein d'une trop grande intercommunalité, les maires resteront sans aucun doute le premier interlocuteur des citoyens mais ils ne pourront plus leur apporter de vraies réponses concrètes. Ces ensembles disparates, qu'il va falloir redécouper à la va-vite, ne correspondront guère aux réalités du terrain. En passant arbitrairement la limite inférieure de population des intercommunalités de 5 000 à 20 000 habitants, la loi va bouleverser les équilibres existant dans les communautés de communes.

De nombreux maires se mobilisent contre ces évolutions, comme on l'a vu en Moselle mardi 16 juin où trois cents d'entre eux ont manifesté à Metz. Vous le savez bien, cette réforme, qui ne permettra aucune économie, s'accompagne d'une baisse des dotations qui asphyxie les communes et malmène les finances municipales. Mal préparée, imposée dans l'urgence et sans concertation, elle ne profitera pas aux petites communes dont les maires n'ont ni le temps ni la possibilité de venir quémander dans les grandes métropoles.

Candidat à la présidence de la grande région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, je m'engage auprès de vous à être votre défenseur. Le Front national refuse comme vous cette réforme. Nous pensons que le triptyque État-département-commune a fait largement la preuve de son efficacité auprès de nos concitoyens et nous voulons non seulement qu'il soit maintenu mais même qu'il soit privilégié. Il faut que les communes puissent coopérer entre elles mais nul n'est besoin pour cela de leur imposer la structure pesante, coûteuse et complexe de l'intercommunalité. Les régions doivent correspondre à des réalités : la Lorraine, l'Alsace ou la Champagne-Ardenne existent !

Sans élus propres, sans structures para-administratives coûteuses, elles doivent de contenter de réunir des élus départementaux pour faire baisser les coûts et simplifier considérablement les choses. C'est le sens de nos propositions.

Je refuse qu'une « hyper-capitale » régionale devienne le lieu de tous les pouvoirs et marginalise de larges territoires. Je veillerai à ce que les services soient déconcentrés et à ce que tous les habitants de la région, qu'ils vivent dans le plus petit village ou la plus grande ville, bénéficient des mêmes services publics sans discrimination.

Je m'attacherai aussi à laisser respirer les communes en faisant en sorte que la région soit pour elles une aide véritable et soutienne les projets de proximité qu'elles seules peuvent porter. Le respect de la démocratie locale et des élus de terrain me guidera, contre tous les corporatismes et les copinages divers qui président à bien trop de décisions dans certaines collectivités.

Ensemble, nous défendrons la France contre les réformes folles que le gouvernement nous impose sur ordre de Bruxelles. Ensemble, nous construirons un avenir meilleur pour nos communes et leurs habitants. Ensemble, nous ferons revenir l'emploi et la sécurité dans nos territoires.

Vive la République et vive la France !

Florian Philippot



BP 70304
57 006 Metz CEDEX 1
contact@florianphilippot2015.fr